

McGill Institute for the Study of Canada (MISC) /
Institut d'études canadiennes de McGill (IÉCM)

Comparing Immigration Policies: Canada and the World

Comparer les politiques d'immigration : le Canada et le monde

Annual conference / Conférence annuelle

27 – 28 octobre 2022
Montréal, Québec, Canada

Rapport préparé par :

Josh Medicoff

Candidat à la maîtrise, Département des sciences politiques, Université McGill

McGill Institute for the Study of Canada - Institut d'études canadiennes de McGill

Établi en 1994 grâce à une entente novatrice entre la famille Bronfman et l'Université McGill, l'Institut d'études canadiennes de McGill (IÉCM) produit un programme académique à l'Université McGill, appuie un environnement de recherche active et organise un éventail d'événements publics à grande échelle sur des sujets qui intéressent les Canadiens, notamment les conférences annuelles de l'IÉCM qui suscitent un intérêt soutenu des décideurs politiques, des médias et du grand public.

Comparer les politiques d'immigration : le Canada et le monde,
26^e Conférence annuelle de l'IÉCM

Comparant Immigration Policiers: Canada and the World / Comparer les politiques d'immigration : le Canada et le monde, 26^e conférence annuelle de l'IÉCM, a fourni une analyse comparative des politiques d'immigration entre le Québec, le Canada, les États-Unis et l'Europe. L'événement a permis d'évaluer des enjeux comme la migration temporaire, les systèmes d'accueil des réfugiés et de demande d'asile, la montée de l'extrême droite, la migration climatique et l'avenir de la migration dans le monde.

**Points saillants de *Comparing Immigration Policies: Canada and the World* /
*Comparer les politiques d'immigration : le Canada et le monde***

- **Nous devons examiner avec soin notre compréhension en tant que pays libéral d'immigration.** L'immigration au Canada est un mélange d'éléments dont plusieurs enjeux doivent faire l'objet d'une révision : exigences linguistiques, migration temporaire, exclusion fondée sur la classe et comment les immigrants pourraient avoir le meilleur sens d'appartenance possible.
- **Le Canada doit commencer à se montrer digne de son nom sur la scène internationale.** Bien que le Canada se décrive comme un pays d'accueil pour les réfugiés et les populations déplacées, sa feuille de route en matière d'acceptation de réfugiés est inégale. Une collaboration bilatérale, régionale et générale est essentielle.
- **La restructuration du paysage politique du Québec menace de retrancher l'immigration comme enjeu structurant.** Le consensus entre partis sur l'immigration au Québec s'est étiolé. Le Québec et le Canada doivent donc être prudents quant à la voie à suivre.
- **Le Québec est à un carrefour en matière de débats sur l'immigration et l'intégration.** La réalité est différente de la perception, même si de réelles divisions sont en voie d'être renforcées entre Montréal et partout ailleurs.
- **Les liens transatlantiques sont essentiels pour comprendre les défis actuels en matière de migration.** Race et immigration sont étroitement liées, et une diffusion des politiques et de la rhétorique a lieu de l'autre côté de l'Atlantique. Érudits et praticiens doivent élucider ces liens pour comprendre la voie à suivre.
- **La migration et la montée de l'extrême droite ont refaçonné l'Europe.** Certains pays gèrent l'immigration et l'intégration mieux que d'autres, mais dans la plupart des pays les partis d'extrême droite anti-immigration sont en expansion. Apprendre les politiques et changer le système actuel est nécessaire.
- **Le Canada, l'Australie et les États-Unis partagent de nombreuses similitudes et indiquent des tendances mondiales changeantes en migration.** La migration temporaire est en hausse dans ces trois pays. À cause de systèmes d'octroi de visas excessivement complexes, des personnes risquent de passer au travers des mailles du filet. Agilité, activisme et souplesse sont nécessaires pour relever ces défis.

Conférencière principale : la très honorable sénatrice Ratna Omidvar

L'événement de l'IECM *Comparing Immigration Policies: Canada and the World / Comparer les politiques d'immigration : le Canada et le monde* s'est amorcé par le discours thème de la très honorable sénatrice Ratna Omidvar. Ses propos étaient axés sur les tendances émergentes en immigration au Canada et sur ce que le Canada pourrait apprendre de pays aux vues similaires.

Après avoir précisé qu'en immigration tout est relié, M^{me} Omidvar s'est penchée sur trois tendances émergentes dans le système d'immigration mondial et local : déplacements, marché mondial de main-d'œuvre de travailleurs essentiels et migration climatique. En commençant par le déplacement, elle souligne que le monde compte 100 millions de personnes déplacées. Les pays limitrophes, déjà en détresse économique, absorbent en général la plupart de ces personnes. Par exemple, elle cite les flots migratoires du Myanmar vers le Bangladesh, de l'Afghanistan vers le Pakistan et du Soudan du Sud vers l'Ouganda. En général, les pays plus pauvres sont en mesure d'absorber et d'intégrer les nouveaux migrants. À son avis, c'est le résultat de la gouvernance et d'une solution idéale qui comprend des contributions obligatoires à l'UNHCR – pourtant, la volonté politique est absente.

Puis, la sénatrice décrit la relation du Canada avec les personnes déplacées. À son avis, le Canada est réputé comme refuge pour ces personnes. En réalité, toutefois, la relation du Canada avec les déplacements est inégale. Pour chaque Syrie, chaque Ukraine, il y a un Afghanistan ou un Venezuela. L'exemple de l'Ukraine illustre la complexité du régionalisme et le pouvoir des diasporas tandis que le Canada compte la plus vaste diaspora ukrainienne ailleurs qu'en Russie. Hélas, en matière de personnes déplacées la réputation du Canada dépasse la réalité et le pays est facilement dépassé par des pays comme l'Allemagne, la Colombie, l'Équateur ou l'Ouganda. La solution? Une collaboration régionale et une coalition d'entités de bonne volonté qui peuvent agir en tant que club doté de règlements et de normes pour établir les populations déplacées.

En matière de mouvement ouvrier, la sénatrice parle des 120 millions de travailleurs peu qualifiés qui se déplacent chaque année du sud des pays de l'OCDE, un flot mondial enraciné dans des décisions et politiques nationales. L'exode des cerveaux est un problème pour les pays du sud dans le monde, qui envoient leurs meilleurs travailleurs, les plus brillants, qui sont souvent victimes d'exploitation et de traite de personnes, et qu'on empêche d'utiliser leurs titres de compétence. Pour remédier à la situation, elle suggère de créer une nouvelle institution mondiale constituée de pays qui envoient *et* qui accueillent, qui pourraient partager la responsabilité dans le système mondial de mouvement ouvrier et agir comme courtier honnête. Une autre étape essentielle consisterait à cesser d'utiliser la nomenclature binaire de travailleurs hautement qualifiés et peu qualifiés pour classer tous les travailleurs comme essentiels et qualifiés.

Enfin la sénatrice Omidvar parle brièvement de l'enjeu de la migration climatique. Avec 1,5 milliard de migrants climatiques au cours des 30 prochaines années, elle précise que les défis sont importants. Or, comme le phénomène est nouveau, la migration climatique est une page blanche (donc regorgeant d'occasions d'innover). Pour conclure, la sénatrice insiste sur l'importance du multiculturalisme et de la collaboration entre amis. Pour commencer, le Canada pourrait augmenter sa collaboration avec l'Allemagne vu que les deux partagent plusieurs similarités : les deux accueillent des réfugiés, sont aux prises avec une pénurie de main-d'œuvre et des travailleurs sans papiers, et tentent de régler les problèmes de titres de compétence. En

matière d'intégration, de migration et de citoyenneté, précise-t-elle, l'Allemagne est un partenaire naturel pour le Canada.

Discussion : Comparer les politiques d'immigration : le Canada

Conférenciers : **Ethel Tungohan, Jennifer Elrick, Daniel Hiebert** et **Anna Triandafyllidou**; modératrice : **Mireille Paquet**

Le système d'immigration du Canada est une étude de contrastes : le pays s'enorgueillit d'être un bastion de politiques d'immigration libérales d'une part et, d'autre part, les réalités de la migration fondée sur la classe, de l'accréditation, des occasions d'emploi et des exigences linguistiques restreignent la capacité de immigrants à réussir. Dans ce panel, plusieurs érudits du système d'immigration du Canada discutent de la réalité du système et de son avenir, notamment :

- **Ethel Tungohan**, professeure agrégée, Université York et chaire de recherche du Canada sur les politiques canadiennes en matière de migration, les impacts de la migration et l'activisme
- **Jennifer Elrick**: professeure agrégée en sociologie, Université McGill
- **Daniel Hiebert**, professeur de géographie, Université de la Colombie-Britannique et membre du Conseil consultatif du sous-ministre d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada
- **Anna Triandafyllidou**, chaire d'excellence en recherche du Canada en migration et intégration

Pour commencer, la modératrice Mireille Paquet demande aux participants de décrire l'idée du Canada en tant que pays de politiques de migration libérales. Mme Tungohan suggère que c'était justifié d'une certaine façon mais qu'il est difficile pour les nouveaux venus d'obtenir la citoyenneté à cause du système draconien de points et des politiques de déportation. Selon Mme Ericka, bien que le Canada soit doté d'un engagement exceptionnel envers l'immigration de masse, l'expérience individuelle et l'acceptation de migrants dans la société canadienne varient selon notre édifice social fondé sur des qualifications élevées et peu élevées. Mme Triandafyllidou ajoute que nous ne considérons pas suffisamment l'exode des cerveaux et que le système à deux paliers n'est pas assez clair pour les migrants potentiels. Enfin, M. Hiebert précise que même si le Canada compte un nombre élevé de migrants, son ouverture aux différences (classe, qualifications) est beaucoup plus exclusiviste qu'on pourrait le croire.

Quant à la façon dont la politique d'immigration historiquement raciste et exclusiviste du Canada nous affecte aujourd'hui, Mme Elrick explique comment la politique d'immigration du Canada est passée d'une sélection fondée sur la race à une sélection fondée sur la classe. Quoique « nous soyons ouverts à la diversité raciale, précise-t-elle, l'acceptation existe si la diversité est issue d'une situation économique relativement élevée, » ce qui suggère que la question de qui *entre* et qui *appartient* est importante. Mme Tungohan renforce cette perspective en précisant que l'exclusion raciale au Canada se pratique aussi dans les politiques à savoir qui reste et qui ne reste pas. À son avis, les examens de langue pour obtenir la résidence au Canada sont une barrière pour les femmes, surtout les travailleuses en santé, qui ont prouvé qu'elles n'ont pas besoin de maîtriser l'anglais ou le français pour certains emplois. Avec un soupçon de provocation, elle demande si les examens de langue sont des tests de *compétence culturelle* plutôt que de compétence linguistique.

En discutant de la façon dont le télétravail et l'automatisation affectent les politiques d'immigration du Canada, Mme Triandafyllidou a fait remarquer que, chose intéressante, les

migrants préfèrent parfois travailler pour des employeurs comme UberEats ou DoorDash à cause de la souplesse des horaires, surtout comparativement à d'autres travaux de service. Elle précise aussi que la façon dont l'IRCC utilise l'IA est intéressante mais problématique. M. Hiebert explique que le système d'immigration du Canada est structurellement biaisé en faveur des hauts salariés et que souvent, la nature de leur travail non lié à un endroit est un problème que le Canada devra régler. Dans le même ordre d'idées, Mme Paquet s'interroge à savoir si la reconnaissance des travailleurs essentiels durant la pandémie a eu ou aura un effet durable. Mme Tungohan ajoute qu'il est frustrant de voir à quel point il est facile de lever les restrictions mises en place par le gouvernement fédéral et que celui-ci n'a pas saisi le besoin d'innover qui résulte de la pandémie. C'est un contraste avec les programmes des provinces. Mme Elrick précise que cette discussion ne vise pas exclusivement les politiques mais aussi notre façon de valoriser le travail. On peut changer le système tant qu'on veut, suggère-t-elle, mais il y aurait quand même d'extrêmes divisions entre les secteurs primaire et secondaire.

Comprendre ce qu'est la forte immigration et recommandations pour l'avenir

Vers la fin de la discussion, Mme Paquet demande aux panélistes si les nouvelles cibles d'immigration du Canada sont réalistes et si elles considèrent de manière appropriée les besoins des nouveaux arrivants. M. Hiebert confirme que l'immigration augmente la population mais ne fait pas grand-chose pour l'âge médian. De fait, l'immigration profite au secteur privé et les personnes avec lesquelles les arrivants sont en concurrence pour la plupart des emplois sont d'autres arrivants, surtout ceux des années précédentes. Par conséquent, il ajoute quelques lapalissades : 1) l'immigration va fournir de nouveaux travailleurs mais elle ne transformera pas la démographie du Canada; 2) les employeurs dépendent de nouveaux travailleurs; et 3) la concurrence au palier le plus bas du marché sera acharnée mais il y en aura peu au palier le plus haut. Si ces questions ne sont pas traitées sur le plan structural, les immigrants vont donc continuer de redistribuer les revenus au Canada aux personnes nées ici.

Enfin, Mme Paquet demande aux participants quelle serait pour eux la plus importante réforme pour le système d'immigration. M. Hiebert suggère que les bénéficiaires de l'immigration, soit le secteur privé et les universités, devraient se porter plus responsables de ceux qui arrivent. Mme Triandafyllidou veut que le gouvernement se concentre sur un système de migration juste, qui intègre dans l'équation des considérations comme le capital social. Mme Elrick est d'accord avec M. Hiebert comme quoi les bénéficiaires doivent assumer une plus grande part de responsabilité tandis que Mme Tungohan conclut en suggérant que nous devons d'abord et avant tout écouter les migrants. Ça voudrait dire d'éliminer éventuellement les tests de langue et les exigences de qualifications, et de repenser les catégories sur lesquelles le système se fonde, notamment l'économie, les réfugiés et la réinstallation des familles.

Conférencière principale : **Mireille Paquet, chaire de recherche sur les politiques d'immigration et professeure agrégée de sciences politiques, Université Concordia**

La deuxième conférencière, Mireille Paquet, est chaire de recherche sur les politiques d'immigration de l'Université Concordia. Son calendrier de recherche analyse le ou les discours de politique ou politiques d'immigration au Canada, avec un accent sur le rôle des établissements administratifs et partis politiques. Dans ce discours, elle affirme que le Québec est entré dans une nouvelle phase de politique d'immigration et que ce que cela implique doit être examiné.

Elle met son argument en contexte en indiquant que l'immigration n'a rien de nouveau au Québec et que l'État colonial l'a longtemps utilisée pour remplacer les peuples autochtones. Elle décrit trois phases de l'histoire de l'immigration au Québec : phase 1, 1960-1990; phase 2, 1990-2006; et phase 3, depuis 2006. La phase 1 a été marquée par un conflit intergouvernemental entre Ottawa et Québec, des efforts visant à décentraliser l'immigration d'Ottawa vers le Québec et le processus d'édification de l'État au Québec. La phase 2 a été la signature de l'accord Canada-Québec qui a conféré au Québec le pouvoir de choisir les migrants économiques et de commanditer des réfugiés; en effet, cet accord a neutralisé le conflit intergouvernemental entre les gouvernements fédéral et provincial en matière d'immigration et contribué à dépolitiser l'immigration au Québec. Un consensus entre élites s'est aussi produit, surtout après que le référendum de 1995 ait fait du discours sur l'immigration un sujet tabou. Cette ère, selon Mme Paquet, est terminée.

Aujourd'hui, Mme Paquet examine trois grandes tendances politiques en immigration au Québec : politisation, système d'immigration à deux volets et arrivées « non planifiées ». En matière d'immigration non planifiée, elle parle de figures comme François Legault, Matthieu Bock-Coté et Éric Duhaim, qui incarnent la fin du consensus partisan de 1991-2006 sur l'immigration. L'attention des médias a augmenté et s'est fragmentée, et la désinformation sur l'immigration s'est augmentée des chiffres précités. La politisation est importante, dit-elle, parce qu'elle fait changer le discours plus large, en limitant par conséquent les cadres politiques accessibles aux législateurs. Et comme le système de partis du Québec se transforme (ce qui s'est avéré aux élections de 2018 et 2022), l'immigration pourrait devenir un enjeu plus toxique et plus structurant.

Puis, elle parle du système d'immigration constitué de plus en plus de deux paliers au Québec, qui a connu une augmentation considérable de la migration temporaire et une diminution de la migration permanente. Nous structurons le système, dit-elle, avec l'idée que les gens viennent en permanence, mais ce n'est pas le cas. Résultat, la vie de nombreuses personnes est en veilleuse, ce qui entraîne de l'anxiété et de l'insécurité. Et c'est important parce qu'il s'agit d'une dérive politique renforcée par des décisions comme des passages vers une migration permanente moins forte. Les implications sociales sont sérieuses, notamment des retards de gestion et, plus important encore, des migrants incapables de profiter le plus possible du système avec, comme résultat, une réduction du sentiment d'appartenance au Canada et au Québec. *Quel genre de citoyens, demande Mme Paquet, sommes-nous en train de créer?*

Enfin, elle décrit le Québec en tant que destination de migration non planifiée et de l'augmentation des migrations irrégulières à la frontière entre le Canada et les États-Unis depuis 2016. Cela est fonction de l'entente de tiers pays sûrs entre les deux pays, un choc pour les Québécois qui, selon Mme Paquet, ont l'habitude d'avoir le plein contrôle en matière

d'immigration. Cela a transformé le discours du Québec en matière d'immigration parce qu'il n'est plus question d'aptitudes, de niveau du français ni de migration économique mais bien de contrôle frontalier et de services sociaux pour populations « diverses ». Par conséquent, les normes touchant l'immigration et les asiles pour réfugiés changent, et créent de nouveaux conflits entre Ottawa et Québec.

Enfin, Mme Paquet formule un avertissement. Elle fait remarquer que les discours actuels sur l'immigration ne se limitent pas au Québec et que le Canada n'est pas à l'abri de la dynamique changeante des politiques d'immigration. L'expérience du Québec, a-t-elle précisé, devrait être utilisée pour comprendre que ces enjeux sont systémiques plutôt qu'épisodiques, et que le Canada a besoin d'une nouvelle possibilité sociale en matière d'immigration.

Discussion : Comparer les politiques d'immigration : Québec

Conférenciers : **Antoine Bilodeau, David Birnbaum, Adèle Garnier, Marjorie Villefranche, Catherine Xhardez**; modératrice : **Yolande James**

Le discours et les débats sur l'immigration se sont intensifiés au cours des dernières années. Pour discuter certains de ces enjeux, l'IECM a convié un panel d'experts en immigration au Québec. La rencontre a eu lieu en français et les discussions qui suivent ont été traduites vers l'anglais. Parmi ces experts :

- **Antoine Bilodeau**, professeur de sciences politiques, Université Concordia
- **David Birnbaum**, parti Libéral du Québec, membre de l'Assemblée nationale de 2014 à 2022
- **Adèle Garnier**, professeure agrégée et directrice des programmes de premier cycle, Département de géographie, Université Laval; chargée de cours honoraire, School of Social Sciences, Université Macquarie, Australie
- **Marjorie Villefranche**, directrice de Maison Haïti
- **Catherine Xhardez**, professeure agrégée, Département de sciences politiques, Université de Montréal

Ce panel, qui a eu lieu à peine quelques semaines après que la Coalition Avenir Québec eut augmenté sa majorité lors des élections provinciales de 2022, s'est amorcé par une discussion de la façon dont l'immigration a été un dossier chaud pendant la campagne. M. Birnbaum amorce la discussion en précisant que le gouvernement de la CAQ est une coalition de personnes autrefois sceptiques quant à l'immigration dans l'Union nationale. Il précise que l'élection a mis de l'avant l'enjeu de l'immigration mais que ça n'était pas loin de ce qu'ils avaient déjà dit. Il ajoute toutefois que le Québec est en mesure d'avoir une conversation plus disciplinée et plus raisonnée sur l'immigration. Mme Villefranche précise qu'à la suite des élections, les politiciens devront se réconcilier avec la société civile. À cause d'une concentration incessante sur l'intégration, de nombreux enjeux n'ont pas été considérés, dont l'immigration à deux paliers, la reconnaissance des travailleurs essentiels et les besoins linguistiques.

Mme Garnier parle du clivage entre la politique publique et le discours la concernant, et fait remarquer que la CAQ a fait de nombreuses choses qu'elle n'a pas mises à l'avant-plan pendant la campagne. Mme Xhardez ajoute aux propos de Mme Garnier en précisant que les politiques d'immigration de la CAQ sont complexes et contrastantes : elles ont élargi la francisation mais aussi augmenté les retards de traitement. Enfin, M. Bilodeau précise que le nombre d'immigrants n'est pas important et que le cœur du problème est la relation entre l'immigration et la diversité culturelle. D'autres provinces n'ont pas eu autant de difficulté parce qu'elles ont épousé le multiculturalisme. En contraste, le Québec a adopté l'interculturalisme mais ce concept n'a jamais été régularisé. Ça ne veut toutefois pas dire que les Québécois ne sont pas ouverts à l'immigration car selon les statistiques les Québécois sont parmi les plus ouverts à l'immigration au Canada.

Dans le cadre de la relation Ottawa-Québec, Mme Xhardez explique que certains partis considèrent que l'accord Québec-Canada en matière d'immigration est désuet. Toutefois, comparativement à d'autres fédérations, le Québec a le plus de pouvoir en matière d'immigration et Ottawa renvoie d'importantes sommes d'argent au Québec. Elle fait remarquer que ce dossier est sérieux et se demande si l'entente doit être renouvelée, surtout que d'autres provinces

pourraient aussi s'y intéresser. Quant aux autres provinces, Mme Garnier croit que ça pourrait être une bonne idée qui donnerait aux provinces un contrôle accru en migration alors que les provinces instaurent de plus en plus de mesures provinciales en matière de compétences et pour combler les écarts en matière de main-d'œuvre. Toutefois, les relations d'autres provinces par rapport à l'immigration sont loin d'être aussi politisées qu'au Québec parce que la dimension de l'identité est moins présente.

En matière de pénurie de main-d'œuvre, M. Birnbaum précise que l'immigration est un pilier essentiel pour y remédier et que la dichotomie entre l'intégration et l'immigration est fautive. Les débats sur l'intégration ne tiennent pas compte des rôles essentiels du secteur privé et de la vie communautaire, qui accueillent des étrangers dans leur collectivité. En sa qualité de personne qui travaille sur le terrain, Mme Villefranche fait remarquer que les immigrants qu'on interroge au sujet de l'intégration ne savent pas trop quoi répondre. Ils sont déjà là, ils travaillent et ils contribuent à la société canadienne et québécoise. Or c'est exactement ce que veut dire l'intégration.

Au sujet de la langue française, Mme James dit que l'immigration a longtemps été vue comme une façon d'en assurer l'avenir au Québec, mais que le consensus semble s'être étiolé. Mme Garnier précise que le Québec semble être une réussite : 57 % des Québécois ne parlent que le français et plus de 15 % sont bilingues. En d'autres mots, la loi 101 fonctionne bien. Elle a ajouté que le Québec a besoin de plus de solutions novatrices pour amener plus de personnes à parler français. M. Bilodeau mentionne que l'importance de l'*Autre* par opposition à l'*Autre imaginé* n'a pas grand-chose à voir avec les immigrants mais plutôt avec les francophones. Il précise que les francophones quittent Montréal pour la banlieue (en périphérie de Montréal), ce qui veut dire moins de rencontres avec les immigrants, qui s'installent surtout dans l'île. L'insécurité linguistique et culturelle est donc plus intense en banlieue.

En termes d'encourager l'interaction dans les régions du Québec (en dehors de Montréal et de Québec), Mme Xhardez précise que choisir des immigrants qui parlent français produit ses propres problèmes et que l'intégration est un enjeu général, pas seulement propre au Québec. De plus, on croit en général que les immigrants peuvent s'établir dans les régions parce que le lieu leur importe moins. Or, nous devons nous demander pourquoi, si certains Québécois veulent quitter les régions, les immigrants voudraient y rester? Selon M. Birnbaum la dichotomie entre Montréal et le reste du Québec est beaucoup trop importante.

En matière d'immigration, Mme Garnier est claire : personne ne va changer la langue parlée à la maison et le Québec doit reconnaître que le multilinguisme est un atout. Mme Villefranche, qui travaille à St-Michel, constate que la langue commune est le français. De nombreux immigrants parlent diverses langues, mais le français est la langue commune. Il y a donc une différence entre la perception et la réalité. En matière de démographie, Mme Xhardez parle d'histoire et mentionne que pendant longtemps l'immigration était considérée comme un moyen de maintenir le poids du Québec au Canada. M. Bilodeau fait plutôt remarquer que viser une stratégie selon laquelle l'immigration est positive est un risque, et déshumanisant. Les panélistes continuent de discuter d'intégration et de la loi 101. M. Birnbaum précise que 90 % des enfants de deuxième génération affectés par la loi 101 maîtrisent le français. Toutefois, fait-il remarquer, ces enfants, en général, ne s'identifient pas fortement à l'idée d'être *Québécois/Québécoises*, enjeu que de nombreux Québécois trouvent important.

Mme James se demande si cet écart concerne les valeurs. Mme Villefranche se demande quelles sont en fait les valeurs du Québec, qui se sont transformées au fil des générations et qui demeurent fluides. Mme Xhardez explique que l'expérience du Québec en matière d'intégration des nouveaux venus est loin d'être unique alors que des endroits comme la Flandre, la Catalogne et l'Écosse se penchent aussi sur ces enjeux. M Birnbaum précise que bientôt, les générations plus âgées vont quitter ce débat et que les jeunes du Québec sont ouverts et moins obsédés par les questions de langue. Toutefois, selon M. Bilodeau, cette attitude d'indifférence existe surtout à Montréal. Les jeunes de Montréal accueillent la diversité mais les jeunes des banlieues sont souvent *davantage* fermés que les générations plus âgées parce qu'ils interagissent moins souvent avec les nouveaux venus.

Avant de clore la discussion, Mme James demande si un débat robuste et responsable sur l'immigration au Québec est possible. Selon Mme Garnier, malgré les défis le Québec tient toujours des débats plutôt sains sur l'immigration. Elle s'inquiète de la montée de chroniqueurs d'extrême droite dans la province. Elle ajoute que le contexte néolibéral désinvestit dans le secteur public, un pilier essentiel de l'intégration des immigrants. Mme Villefranche réitère le besoin de parler de migration temporaire ou permanente et que ça va donner le ton au cours des prochaines années. M. Bilodeau précise que le débat n'est pas un choix : c'est extrêmement pertinent et nous avons besoin d'outils pour examiner la différence entre l'Autre et l'Autre imaginé. M. Birnbaum ajoute que nous devons poser des questions importantes et complexes, et vivre avec les réponses. Enfin, Mme Garnier est claire : le débat est déjà amorcé et nous pouvons avoir recours aux statistiques pour plus de leçons.

Conférencière principale : **Terri Givens, professeure de sciences politiques, Université McGill**

Professeure de sciences politiques, Mme Terry Givens est aussi vice-rectrice responsable de l'enseignement, conseillère du plan d'action de McGill pour traiter du racisme envers les Noirs et co-organisatrice de la conférence 2022 de l'IECM. Sa recherche est axée sur les politiques comparées, les politiques antidiscrimination et les politiques comparées en matière de race. Son discours a traité des politiques d'immigration en Europe et des liens transatlantiques.

Mme Givens commence par expliquer comment les choses ont changé : en sciences politiques, étudier les politiques d'immigration n'était pas une priorité avant les 15 ou 20 dernières années. Cela fait ressortir l'absence générale de connaissances comparées entre les systèmes d'immigration. Par exemple, elle fait remarquer que, lors de discussions avec des décideurs politiques, des pays souhaitent émuler le système d'immigration de points du Canada. Les politiques de ce système, donc, sont essentielles pour comprendre. Pour elle, ça démontre l'importance de comprendre les mouvements transatlantiques, surtout la façon dont les décideurs politiques de l'autre côté de l'Atlantique se comprennent et apprennent les uns des autres.

En mettant sa recherche en contexte, elle explique comment la transition générale vers la droite en Europe dans les années quatre-vingt-dix a mené à l'idée que l'immigration doit être axée sur le *contrôle* plutôt que sur les personnes. La directive en matière d'équité raciale de l'Union européenne s'est concentrée sur le multiculturalisme et la diversité d'une part et, d'autre part, les politiciens de droite se sont concentrés sur la sécurisation, le contrôle et l'intégration civique. Pour Mme Givens, l'immigration concerne fondamentalement la souveraineté. Qui fait partie de notre politique? Qui a son mot à dire au sujet de la nature de notre société? Alors que les partis de droite étaient axés sur le contrôle, la vague néolibérale de la fin des années quatre-vingt-dix voulait aussi dire que les politiciens de gauche étaient eux aussi axés sur le contrôle, le travail et l'intégration.

Mme Givens poursuit en précisant que le racisme et l'immigration sont étroitement liés. Ces liens historiques sont essentiels pour comprendre l'effet de rebond sur l'immigration. Une grande part de notre compréhension de l'immigration nous ramène à l'idée que nous nous faisons des personnes d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Asie. Par exemple, la France a une opinion plus favorable des personnes de l'Afrique sub-saharienne que de l'Algérie à cause de l'histoire coloniale de la France en Algérie et des guerres d'indépendance. Par le biais du colonialisme, l'histoire façonne les mouvements d'immigration partout, y compris au Royaume-Uni, en Belgique et en France. L'absence d'une importante histoire coloniale— par exemple en Allemagne—, influence les destinations des travailleurs migrants, dans le cas de l'Allemagne, du sud de l'Europe et de la Turquie vers le nord.

L'histoire et le racisme influencent aussi les réactions contemporaines vis-à-vis les réfugiés et l'immigration. Par exemple, les réactions en Europe et en Amérique du Nord aux réfugiés de l'Ukraine et de la Syrie ont été complètement différentes. Phénotypiquement blancs, les Ukrainiens ont été traités de manière différente. Selon Mme Givens, ce n'est pas une réaction à la capacité de l'État d'installer des immigrants et des réfugiés. C'est par besoin que les pays de l'OCDE ont des nombres élevés d'immigrants : aux États-Unis, 13 % de la population est née à l'étranger, en Suède, 19 % et en Belgique, 17 %. Bien que la droite radicale ait des griefs qu'il

faut comprendre, Mme Givens fait remarquer que ces pays peuvent composer avec un nombre élevé d'immigrants et que les systèmes fonctionnent bien.

Enfin, Mme Givens cherche à encourager le partage de politiques entre les acteurs transatlantiques dans le but d'enrayer la montée du sentiment anti-immigration. Cela exige que les intérêts commerciaux, la société civile et autres éléments de la société acceptent et comprennent que l'immigration est un processus normal, humain.

Discussion : Comparer les politiques d'immigration : Europe

Conférenciers : **Antje Ellerman, Justin Gest, Anna C. Korteweg et Phil Triadafilopoulos**; modératrice : **Terri Givens**

À mesure que perdurent les impacts politiques et sociologiques des « crises » migratoires en Europe, l'IECM a regroupé un panel d'érudits pour discuter des politiques comparées de l'immigration sur le continent. Les sujets discutés comprennent les tendances en politique d'immigration, la montée de l'extrême droite, l'Ukraine et un éventail d'autres sujets. Membres du panel :

- **Antje Ellerman**, professeure de sciences politiques et directrice fondatrice du Centre for Migration Studies de l'Université de Colombie-Britannique
- **Justin Gest**, professeur agrégé, politique et gouvernement, Schar School of Policy and Government, Université George Mason
- **Anna C. Korteweg**, professeure de sociologie, Université de Toronto
- **Phil Triadafilopoulos**, professeur agrégé de sciences politiques, Université de Toronto

Mme Givens amorce la discussion par une question : comment la politique d'immigration a-t-elle changé au cours des 20 dernières années? M. Triadafilopoulos note que les pays d'Europe occidentale s'emploient davantage à gérer l'immigration plutôt que de la restreindre, ce qui est utile. Toutefois, la migration gérée est aussi de l'exclusion. Bien que les pays d'Europe soient heureux d'accepter les personnes qu'ils choisissent, ils tiennent à contrôler de façon coercitive celles qui les choisissent. Il est important, précise-t-il, de comprendre ici le rôle de la démocratie : ce sont les citoyens qui choisissent des politiques plus restrictives au moyen des élections dans une sorte de « théâtre de l'immigration. » M. Gest est d'avis qu'une gestion incompétente et un manque de bonne gouvernance ont érodé le soutien en faveur de l'immigration. Mme Ellerman ajoute que la race et la classe sont importantes en Europe, où le capital de classe peut compenser le manque de capital de race, sauf que ces processus sont variés entre l'ouest, le centre et l'est de l'Europe.

Puis on discute des répercussions de l'extrême droite sur le paysage des partis politiques de l'Europe. M. Gest précise qu'en raison d'une représentation proportionnelle, la plupart des élections en Europe voient l'extrême droite gagner 10 % des sièges. Bien que diversifiées, ces personnes sont unies par un sentiment anti-immigrants, ce qui réduit la capacité de gérer l'immigration de manière stratégique, par exemple pour combler les pénuries de travailleurs. Mme Korteweg précise que les politiques d'immigration sont en fait des politiques d'intégration et que le discours concernant le genre, l'Islam et l'immigration tend à être négatif en Europe. Refusant le ton en général négatif de la discussion, M. Triadafilopoulos suggère que la migration en Europe *n'est pas* un échec absolu. Il précise que le premier pays d'immigration de l'Europe, l'Allemagne, est une coalition progressive et que s'il y a des problèmes, il y a aussi des réussites. Mme Ellerman parle de la fragmentation du système de partis vers les extrêmes. Elle précise aussi comment les partis en Europe peuvent ignorer les votes des immigrants parce qu'ils sont moins nombreux, comparativement à un pays comme le Canada.

Passant à l'Ukraine, Mme Ellerman remarque que les Ukrainiens ont des taux élevés d'emploi à cause de la directive de protection temporaire de l'UE, qui est un contraste absolu avec les réfugiés syriens et afghans. M. Gest précise que le nationalisme pourrait expliquer une part de l'hostilité envers les réfugiés ukrainiens et syriens en Europe. Il suggère que Vladimir Poutine

est vu comme une menace existentielle tandis que Bashar al-Assad est perçu comme une menace plus lointaine. Par conséquent, le *cadrage* qui entoure les immigrants humanitaires est un aspect essentiel de la conversation. M. Triadafilopoulos souligne que les points de bascule sont importants : ce qui compte, ce n'est pas le nombre de personnes admises dans un pays mais bien la vitesse à laquelle elles le sont.

Puis, la discussion porte sur la façon dont des pays frontaliers comme l'Italie, l'Espagne et la Pologne affectent les positions de l'UE. Mme Ellerman explique comment le mouvement libre en Europe a mené à un durcissement de la politique d'immigration en Europe.

M. Triadafilopoulos ajoute qu'en discutant de la dialectique libérale-illibérale actuelle en Europe, discuter des recherches qui démontrent comment le mouvement libre de citoyens de l'UE est intrinsèquement lié à l'intensification de la gestion des frontières externes.

Apprendre des autres

Dans la dernière partie de la discussion, la conversation a traité des liens et apprentissages transatlantiques entre les décideurs politiques. Pendant longtemps, de dire M. Gest, les décideurs politiques de l'Europe et de l'Amérique du Nord n'ont pas discuté d'enjeux d'immigration. Aujourd'hui, ça représenterait une perte majeure. M. Gest suggère que l'UE peut apprendre beaucoup de l'Amérique du Nord en matière d'enjeux comme l'intégration en milieu de travail et le nationalisme civique, tandis que l'Amérique du Nord pourrait apprendre beaucoup du système de mobilité gratuit de l'UE. Les continents ont aussi bien ancré leur totale incapacité d'enrayer le nationalisme blanc. Donald Trump, fait-il remarquer, a emboîté le pas avec l'Europe. Il suggère que si les décideurs politiques pouvaient faire de l'immigration une chose d'intérêt national plutôt qu'un problème humanitaire de charité, les Européens pourraient peut-être mieux l'accepter.

Quant à la relation du Canada avec l'Europe Mme Koretweg suggère qu'il est utile de ne pas voir le Canada comme un espace unitaire. Au Québec, par exemple, la Loi C-21 est illibérale d'une façon très européenne et démontre la diffusion d'un nationalisme d'extrême droite dans la sphère canadienne. M. Gest s'interroge : si l'on considère que l'extrême droite se fie à des perceptions comme quoi tout est hors de contrôle, d'où cela peut-il bien venir au Canada, qui a trois océans et le pays le plus riche du monde comme frontières? M. Triadafilopoulos précise que *toute* évidence d'une migration non gérée va provoquer la peur, et mentionne le chemin Roxham au Québec.

Enfin, M. Triadafilopoulos est d'avis que les pays de l'UE devraient limiter leur utilisation du langage de l'intégration et se concentrer sur le langage de l'installation. Les arrivants ont besoin d'aide pour s'établir, et le Canada a longtemps excellé en la matière. Il suggère aussi de ne pas donner aux ministères intérieurs le contrôle sur l'immigration mais de créer plutôt des ministères de l'immigration. Mme Ellerman hésite un peu, car puisque le Canada est un colonisateur, le langage d'« établissement » y est très chargé. Par contre, elle fait l'éloge du consensus de l'élite quant aux bienfaits de l'immigration, qui laisse de la place pour la possibilité d'effectuer un bon travail sur le sujet. Enfin, elle parle de l'importance de la reconnaissance des compétences et mentionne que l'Allemagne a fait récemment un travail énorme là-dessus, que le Canada se doit d'émuler.

Discussion : les États-Unis et le monde

Conférencières : **Rupa Banerjee**, **Jeanne Batalova**, **Anna Boucher** et **Shannon Gleeson**; modératrice : **Irene Bloemraad**

Bien que le sujet de cette table ronde fût axé sur les États-Unis d'Amérique, les participants se sont surtout concentrés sur les politiques d'immigration des États-Unis, du Canada et de l'Australie. Pour y arriver, l'IÉCM a réuni des experts en la matière des trois pays :

- **Rupa Banerjee**, professeure agrégée, gestion des ressources humaines et comportement organisationnel, Université Toronto Metropolitan; et chaire de recherche en inclusion économique, emploi et entrepreneuriat des immigrants du Canada
- **Jeanne Batalova**, principale analyste politique, Migration Policy Institute et directrice, Migration Data Hub
- **Anna Boucher**, professeure agrégée, politique publique et politique comparée, Université de Sydney
- **Shannon Gleeson**, professeure de relations du travail, droit et histoire, Cornell ILR School

D'emblée, Mme Bloemraad demande aux participantes d'expliquer comment les États-Unis, le Canada et l'Australie diffèrent en matière de migration économique. Mme Batalova précise que certaines différences philosophiques séparent les deux : les États-Unis établissent des limites sur les restrictions; le Canada fixe des cibles; les employeurs sont les moteurs des immigrants économiques aux États-Unis; au Canada, c'est le système de points qui s'en charge. Elle précise aussi que les États-Unis sont mûrs pour une révision, la dernière ayant eu lieu en 1990. Mme Banerjee établit un contraste entre l'approche des États-Unis et celle du Canada, et fait remarquer que le Canada est passé à un système d'immigration en deux étapes. Le système de points a aussi changé, créant un système hybride axé sur la vocation et les points. Bien qu'elle précise que l'agilité est bonne, ça peut aussi provoquer de la confusion et des difficultés pour les migrants. Ajoutant l'Australie à l'équation, Mme Boucher fait remarquer que l'Australie est un des pays qui affiche les taux d'immigration les plus élevés au monde. C'est un contraste avec les États-Unis (et semblable au Canada) à cause d'un système fondé largement sur des changements procéduraux et administratifs. L'Australie a aussi un système de visas complexe, difficile à naviguer, comme au Canada. Enfin, elle note que l'Australie, comme les États-Unis et le Canada, a augmenté le nombre de visas économiques temporaires.

En matière de mouvements migratoires autres qu'économiques, Mme Gleeson présente le concept d'un grand éventail de citoyenneté à travers lequel flottent les migrants. Les catégories sont diverses : immigrants non documentés; immigrants dont la légalité est limitée (travailleurs temporaires, c.-à-d. saisonniers); réunifications familiales; et personnes entièrement naturalisées. Les personnes qui passent par ces catégories, de dire Mme Gleeson, forment près d'un cinquième des effectifs des États-Unis. Elle ajoute que le lieu de travail joue un rôle essentiel dans le statut de ces migrants. Mme Batalova présente quelques statistiques intéressantes concernant les entrées aux États-Unis non constituées par des familles. Environ 75 % des titulaires de visas H-1B (extrêmement compétents) proviennent de l'Inde et 70 % de ceux qui ont un visa H-1B travaillent en TI. Pourtant, ces travailleurs ont du mal à obtenir la carte verte.

Mme Boucher précise que l'immigration non documentée augmente en Australie, surtout parce que les gens passent au travers des mailles du filet dans le système de visas temporaires

labyrinthique de l’Australie. À cause de stressseurs comme les changements climatiques et l’inégalité, rapatrier ces citoyens sera plus difficile avec le temps. Enfin, Mme Banerjee fait remarquer que le Canada aussi est doté d’un système de migration temporaire compliqué, qui touche aussi les étudiants internationaux. Bien que plusieurs trouvent qu’être aux études soit un chemin vers une résidence permanente au Canada, elle précise que seuls trois dixièmes en sont capables, ce qui pourrait les mettre à risque de se retrouver non documentés.

Puis, Mme Bloemraad demande aux participantes de discuter des coûts de systèmes qui ne proposent pas de parcours vers la résidence permanente. Mme Gleeson leur demande de se concentrer sur la précarité que vivent les travailleurs non documentés. Les complexités que vivent les personnes non documentées se ressentent sur le plan de la famille car de nombreuses familles ont un statut mixte : les enfants des personnes non documentées ont leur citoyenneté même quand leurs parents ne l’ont pas. Ça complique leur capacité de s’engager auprès du gouvernement et de se percevoir comme faisant partie du pays d’accueil.

En parlant de l’état sordide des choses suivant la création de politiques d’immigration aux États-Unis, Mme Batalova précise qu’il y a consensus : le système d’immigration est brisé et aucun consensus n’existe pour le réparer. Elle attribue cette situation à la polarisation politique, le fait qu’une seule administration puisse faire des changements radicaux qui détruisent la mémoire institutionnelle. De plus, l’immigration chevauche de nombreux enjeux polarisants : la sécurité nationale, l’identité nationale, l’économie et la perception plus large que la tarte est limitée. Mme Gleeson ajoute que les immigrants sont souvent les boucs émissaires d’autres enjeux et événements et que les répercussions des débats sur l’immigration au palier fédéral sont absorbées par des paliers de gouvernement plus bas, par exemple les comtés et les conseils scolaires.

L’influence des États-Unis dans le monde et la responsabilité du Canada dans les Amériques

Vers la fin de la table ronde Mme Bloemraad demande aux panélistes de réfléchir sur les façons dont les politiques d’immigration et la politique aux États-Unis ont des répercussions sur d’autres pays. Mme Banerjee fait remarquer que le Canada est passé à un système dicté par la demande, ce qui pourrait être en partie à cause de l’influence des États-Unis. De même, bien que les Canadiens se disent fiers de ne *pas* être Américains, les immigrants et les réfugiés ne sont pas aussi bienvenus. De plus, souvent les employeurs n’embauchent pas d’immigrants pour les postes bien payés qui exigent d’importantes habiletés. Bien que l’influence des États-Unis sur la politique d’immigration du Canada varie en intensité, elle est certainement présente. Mme Boucher ajoute qu’à son avis les États-Unis ont beaucoup à apprendre de l’approche bureaucratique axée sur les moyens d’action de l’Australie en matière de modifications à la politique d’immigration tandis que l’Australie pourrait apprendre de l’activisme de la société civile américaine quant au vol de salaires et aux enjeux du milieu de travail. Historiquement l’Australie a emboîté le pas aux États-Unis— abolition de la sélection fondée sur la race, adoption du multiculturalisme— mais ce serait plus historique que contemporain.

Enfin, discutant de la raisonnable du Canada vis-à-vis les mouvements humanitaires et de migrants gérés par les États-Unis, Mme Batalova croit que chaque pays dans l’équation doit se percevoir comme un joueur régional pour régler le problème. Par exemple, le Canada devrait aider les États-Unis à comprendre pourquoi des gens sentent le besoin de se déraciner et de partir. De plus, augmenter l’accès à la demande d’asile au Canada serait utile. En somme, elle espère que le Canada se percevra comme joueur régional doté de solutions régionales. Les

conclusions de Mmes Banerjee et Boucher sont plus pessimistes. Mme Banerjee est d'avis que le Canada n'en fait pas assez pour aider parce que ça ferait éclater sa compréhension de l'immigration en tant que système ordonné et planifié. Selon Mme Boucher l'Australie ne pourra pas gérer indéfiniment la migration d'une façon aussi contrôlée, surtout avec les répercussions des changements climatiques à l'horizon.